M E M O I R E

de B.V. DAMALAS, soumis à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris.

Sujet: LA METHODE D' ESTIMATION DU REVENU NATIONAL .

L' ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (O.C.E.D.) COMMET DES ERREURS TRES GRAVES .

Athènes, le I7 Octobre
1966, Rue Patission I7I

ΕΘΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΚΟΥ ΚΕΝΤΡΟΥ ΕΔΗΚ

Monsieur le Doyen,

Par le présent Mémoire, je désire m'adresser aux économistes Français et en particulier aux économistes de la Faculté de Droit de Paris, pour attirer leur attention, sur un problème extrêmement important, non seulement pour mon Pays, la Grèce, mais aussi pour tous les pays sous-développés et en voie de développement.

J'ai une profonde estime pour les Professeurs de Votre Faculté, dont les aînés furent mes Chers Maîtres et dont les plus jeunes sont mes anciens camarades d' études.

L' estimation du revenu national conduit, dans certains cas, à des résultats qui sont très éloignés de la réalité économique. Il est bien connu que les méthodes appliquées sont les suivantes: Les pays du bloc communiste tiennent compte seulement des biens matériels: le primaire et le secondaire . Les pays Occidentaux ajoutent aussi le tertiaire, à savoir les différents services.

Il semble bien que la méthode tenant aussi compte des services soit plus correcte, à condition toutefois que l' économie du pays évolue en équilibre et que le tertiaire ne soit pas vicié par des dépenses administratives et militaires excessives, couvertes par l' emprunt intérieur ou même extérieur. Dans une telle éventualité, les revenus monétaires aboutissent à un passif et ce serait une erreur impardonnable que de les considérer comme une acquisition économique, un actif pour le pays.

C'est précisement le cas de la Grèce. Depuis plusieurs années, je m' efforce de convaincre le Service de la Comptabilité Nationale, qu' il doit faire une discrimination et éviter d' ajouter au Revenu National les dépenses parasitaires, puisqu' il s'agit d' un passif et non d' un actif pour l'économie du pays. La réponse est toujours la même: " Nous appliquons une définition et une méthode d' estimation, admises par tous les pays Occidentaux ".

Dans une publication en français, parue en 1964, je me suis efforcé de poser ce problème sur le plan international, écrivant ce qui suit :

" D'une manière générale, l' administration et tous les organismes souffrent en Grèce d' un excédent de personnel, dont la présence est très nuisible et paralyse le fonctionnement normal des différents services. Mais ce n'est pas là qu' un aspect du problème ."

" La Grèce dépense des sommes énormes pour la défense nationale et toutes ces sommes se traduisent en revenus monétaires pour les personnes qui composent les effectifs militaires.Tant que la Grèce recevait de la part des Etats-Unis une aide gratuite substantielle, l' influence sur l' économie était partiellement neutralisée. Mais, à présent, la Grèce couvre de ses propres ressources toutes les dépenses militaires. Néanmoins , comme ses finances publiques sont en déficit, l' argent nécessaire est demandé à l' emprunt, à l' extérieur ou à l' intérieur du pays.

" Pour 1962, la défense nationale a absorbé une somme de plus de 200 millions de dollars, à savoir plus de 6.000 millions de drachmes. Pour l' année 1963, nous n' avons pas encore de chiffres exacts, mais il semble bien que la somme totale dépassera largement les 7.000 millions de drachmes. Mais prenons un chiffre rond, comme exemple,pour appuyer notre raisonnement."

" Voici un revenu national qui provient de l' estimation des revenus monétaires de tous ceux qui défendent notre Patrie,contre le danger ennemi. Défendre la Patrie est un service inestimable et les personnes qui en sont chargées offrent réellement à la Communauté un bien suprême: la sécurité ."

" Mais une question surgit immédiatement: Comment est - elle couverte, la somme affectée à la défense nationale ? L' Etat se procure-t-il l' argent nécessaire par l' impôt, l' inflation ou l' emprunt ? Si nous obtenons l' argent par l' impôt, rien à observer, sinon que les autres catégories de la population peuvent souffrir, lorsque l' impôt les frappe durement. Dans cette hypothèse nous faisons bien de tenir compte des revenus monétaires de tous ceux qui sont affectés à la défense nationale, puisque l' économie finalemement parvient à l' équilibre ."

" L'aspect du problème est tout à fait différent, si les dépenses de la défense nationale sont couvertes par l' emprunt. Le fonctionnement de l' économie aboutit à un déséquilibre, les impôts ne couvrent pas la totalité des dépenses et nous demandons à l' épargne du pays ou à l' épargne étrangère de nous fournir l' argent nécessaire. Mais l' emprunt se justifie, si nous utilisons l' argent pour accroître le patrimoine du pays, si nous

faisons un investissement productif. La défense nationale est utile, elle est indispensable, mais elle n 'ajoute rien à la capacité de production du pays. Nous avons des gardiens qui sont là pour empêcher l' ennemi d' envahir le pays."

" Appliquons ce raisonnement sur une économie qui fonctionne en équilibre . La défense nationale et tous les services sont en rapport avec la force économique du pays et les finances publiques sont couvertes par l' impôt. Survient une crise internationale et le pays s' engage dans une course folle aux armements. Les ressources de l' impôt sont insuffisantes pour couvrir la totalité des dépenses et l' Etat a recours aux emprunts, tant dans l' intérieur du pays qu' à l' extérieur. Y a-t-il dans ce cas, un accroissement du revenu national? Pas mal de personnes sont titulaires de revenus monétaires très importants. Néanmoins , l' économie est en déficit et marche vers l' impasse et la ruine ".

" Fixons notre attention sur le cas de la Grèce et prenons comme base du raisonnement le chiffre rond de 6.000 millions de drachmes. On estime que cette somme doit s' ajouter au revenu national, puisqu' elle représente les revenus monétaires de toutes les personnes qui s' occupent de la défense nationale.Mais, pour couvrir cette somme, nous avons créé des dettes à l' intérieur et à l' étranger, pour une somme équivalente. Dans ce cas, si nous examinons attentivement la réalité, nous devons conclure qu' il n'y a pas accroissement du revenu national, dans la mesure où la dépense est couverte par l' emprunt ."

" Si, en empruntant de l' argent et en créant des dépenses pour la défense nationale, un pays pouvait accroître son revenu national, cette méthode serait plus que miraculeuse. Donc, la Grèce peut actuellement accroître encore les dépenses pour la défense nationale, accorder une augmentation appréciable aux fonctionnaires et aux retraités et couvrir la totalité de la somme par la voie de l' emprunt. Admettons que les dépenses supplémentaires soient d' une somme de IO.000 millions de drachmes que la Grèce emprunte pour la moitié dans l' intérieur et pour le reste à l' étranger.Suivant notre définition et notre méthode d' estimation du revenu national, nous devons conclure que nous assistons à un accroissement du R.N. "

" Mais si nous ouvrons un peu les yeux, nous constatons que le pays marche vers l' impasse et la ruine. L' argent qui est consommé représente peut être au point de vue moral un service indispensable, un service nécessaire, mais il n'est pas moins vrai que le pays s'appauvrit."

"Nous pouvons reprendre le même exemple, sous une autre forme. Dans une Communauté de IOO personnes, IO s' occupent de la sécurité et de tous les autres services. Par suite d' un danger extérieur, la Communauté affecte pour sa sécurité 30 personnes, dont la solde est payée par le recours à l' épargne du groupe, mais aussi par l' emprunt à l' extérieur. Sur la base de notre critérium d' estimation du revenu national, nous sommes tentés de constater un accroissement , mais la réalité est tout à fait contraire ."

" La conclusion de ce raisonnement est que si nous nous obstinons sur nos méthodes d' estimation du revenu national, nous devonsconstater que la Grèce obtient un accroissement très appréciable de son revenu national, du fait qu' elle affecte des ressources très importantes à la défense nationale. La réalité est tout à fait différente. La Grèce, depuis quelques années, malgré l' apparence d' un accroissement, très important du revenu national, mange ses chairs et se ruine.Elle mange l' épargne du pays et elle s' endette envers l' extérieur." (I)

(I) OBSERVATIONS SUR L' ECONOMIE HELLENIQUE p.p.25-27

J' avoue que quelques économistes seulement lui ont prêté attention. Les Organisations Internationales compétentes, comme l' O.C.D.E., ainsi que d' autres, continuent à appliquer la même méthode, bien que celle -ci conduise à des résultats absurdes. C'est ainsi que l' O.C.D.E. a publié, au mois de Mai dernier, une étude sur la Grèce, dans laquelle on trouve le passage suivant :

" Avec un produit national par habitant qui dépasse maintenant 500 dollars,il ne faudrait plus à la Grèce que quelques années de développement pour qu' elle puisse soutenir une croissance équilibrée autonome ." (P. 39)

Par une lettre du 6 Mai I966, je me suis permis d' attirer l' attention du Secrétaire Général de l' O.C.D.E. et d' expliquer que la somme de 500 dollars par habitant n' était nullement réelle, car elle contient un pourcentage important provenant de dépenses parasitaires et représentant un passif. Par conséquent,il était nécessaire de revenir sur la méthode d' estimation du P.N.B. J' ai reçu du Secrétariat de l' O.C.D.E. une réponse, en date du I4 Juillet I966, dont le texte est le suivant:

" Je regrette que d' autres travaux urgents m' aient empêché de répondre plus tôt à votre lettre du 6 Mai ".

" Il est difficile de vous suivre dans l' attitude qui consiste à exclure du P.N.B. les "services" que vous considérez comme parasitaires. L' inclusion des services dans le Produit National Brut correspond à la définition du P.N.B. adoptée, à d' infimes variantes près, par tous les pays en dehors du bloc soviétique. Elle est la seule qui s' appuie sur un critère objectif délimitant les activités économiques et qui exclut des arguments subjectifs forcément contestables. Ainsi, vous même qualifiez les services de " parasitaires" ; mais en quel sens peut-on qualifier les services d' un médecin ou d' un éducateur de parasitaires et la production de rouge à lèvres, par exemple, de non parasitaire ? En suivant votre méthode, les économistes végétariens exclueraient du P.N.B. la production de viande, les buveurs d' eau la production d' alcool, etc. "

.....

(sig.) J.C.R. DOW, Secrétaire, Général Suppléant

Il est évident que les passages ci-dessus sont vraiment étonnants et il est hautement regrettable que ce genre de reflexions proviennent d' un organisme comme l' O.C.D.E. Je me suis trouvé dans la pénible obligation de faire une réponse , un peu sevère , à l' O.C.D.E., en date du 23 Juillet de cette année.

" Monsieur le Secrétaire Général "

" J' accuse réception de votre lettre du I4 courant. Il est hautement regrettable que vous ayez mis plus de deux mois, pour répondre à ma lettre du 6 Mai dernier. J' admets volontiers que c'est votre droit absolu de juger de l' urgence de vos travaux, mais un retard de 66 jours, pour répondre à une lettre, semble un peu exagéré . "

" Le contenu de votre lettre justifie beaucoup de réserves et provoque une impression pénible. Vous passez sous silence l' essentiel du problème, à savoir : " s'il ne faudrait à la Grèce que quelques années de développement, pour qu' elle puisse soutenir une croissance équilibrée autonome " , comme vous le soutenez dans votre étude consacrée à l' économie hellénique. Vous m' obligeriez infiniment, en me faisant connaître, si vous continuer à soutenir, même aujourd'hui, cette thèse ."

" Il est bien clair que nous sommes en présence d' une erreur très grave, car une telle conclusion est en contradiction avec le matériel statistique, contenu dans l' étude en question et aussi avec la situation économique de la Grèce. Mais nous avons

une explication de votre attitude. Prisonniers de votre définition du P.N.B.,dès que vous constatez que celui-ci dépasse 500 dollars,par an et par tête d' habitant,vous vous précipitez sur une conclusion tout à fait absurde.

J' en viens immédiatement à votre définition du P.N.B.: " la seule qui s' appuie sur un critère objectif délimitant les activités économiques et qui exclut des arguments subjectifs forcement contestables." Est-il possible de soutenir qu' une définition contient des critères objectifs ? Toute définition, par sa nature, est essentiellement un jugement subjectif. C'est un travail humain, un point de départ qui permet de poursuivre la recherche scientifique. Nous partons d' une définition provisoire, susceptible d' être revisée, en fonction de l' avance du travail scientifique et des résultats acquis. Dans beaucoup de cas, il s' agit d' une convention, d' un point d' accord, afin de pouvoir faire l' échange de nos pensées et de comparer les résultats acquis.

D'une manière générale la définition est un cadre vide, plus ou moins large, dans lequel nous plaçons certains éléments. C'est ainsi que nous avons des définitions LATO SENSUS et STRICTO SENSUS. Mais le malheur est que les économistes ne font pas attention à la nature de la définition. Nous avons comme exemple typique,l' attitude de M. L. ROBBINS qui écrivait que nous déduisons beaucoup de choses de nos définitions, mais que nos définitions ne sont pas arbitraires. Seulement il ne prenait pas la peine de faire une petite analyse, sur la nature de la définition. Certes les définitions ne sont pas tout à fait arbitraires, mais des jugements subjectifs. Il s' agit , au fond, de la délimitation d' un cadre. Le seul critère, pour savoir si notre définition contient une certaine valeur, est le recours à l' expérience, la confrontation avec les faits . Lorsque la définition cadre avec les faits, nous disons qu' elle est commode et qu' elle nous fait comprendre suffisamment la réalité .

La nature subjective de la définition, explique le désaccord total dans la science économique. Nous ne sommes pas d'

accord sur la définition de notre science, pas plus que sur la définition de la monnaie, ni sur la définition du P.N.B. Tout économiste qui se respecte a sa propre définition et même parfois deux pour le même objet: une au sens large et une au sens strict. C'est cette situation qui a conduit à la conclusion que la science économique est une " logomachie ". On a même considéré la définition, comme une brosse à dents, un objet strictement personnel. Célébre a été une querelle entre AFTALION et RIST, sur la définition de la balance des comptes. Même à présent, après tant de travaux et les analyses du F.M.I. , nous sommes loin d' un accord total sur cette matière. Les discussions autour du déficit extérieur des Etats-Unis sont tout à fait typiques. Le montant du déficit dépend de la définition et du point de départ de l' analyse .

Pour sortir de l' impasse, nous avons tendance à travailler en commun et à nous mettre d' accord sur certaines définitions. Tel est le travail des économistes des Pays Occidentaux sur la définition du P.N.B. Mais il s' agit d' une définition pleinement valable et correspondant à la réalité, tant qu' un pays ne s' éloigne pas du point d' équilibre économique et évite de tomber dans l' inflation monétaire et le parasitisme. Oui, la définition est valable, dans la mesure où la notion du coût et de l' efficacité est respectée dans le domaine de l' organisation économique et notamment dans le fonctionnement de différents services. En d' autres termes, pour que la définition soit valable, le tertiaire ne doit pas être parasitaire.

Mais cette discrimination conduit à la conclusion que la définition s' applique bien dans le cas des pays développés, mais nullement dans le cas des pays sous-développés. C'est une erreur grave d' inclure dans le produit national brut tous les revenus monétaires, provenant du tertiaire, même si le parasitisme saute aux yeux et si le pays souffre d' une inflation monétaire dangereuse et d' un déficit extérieur énorme.

Mais avant de poursuivre l' analyse, j' avoue que je suis frappé par un passage de votre lettre: " mais en quel sens peut-on qualifier les services d' un médécin ou d' un éducateur de parasitaires et la production de rouge à lèvres , par exemple, de non parasitaire ? En suivant votre méthode , les économistes végétariens excluraient du P.N.B. la production de la viande, les buveurs d' eau la production d' alcool etc."

De tout évidence,ce passage dénote une confusion d' idées.

Les économistes qui possèdent du bon sens, savent parfaitement que le rouge à lèvres, la viande et l' alcool sont des biens économiques, dont la production est fonction de la demande des consommateurs et non du goût personnel de l' économiste.Pourquoi donc mettre dans le même panier les biens et les services ? Pourquoi me poser des questions, qui n' ont pas de sens ? Le rédacteur de la lettre désire-t-il chicaner , ou n 'a -t-il pas des idées claires ?

Mais lorsque nous parlons de services, nous entendons le tertiaire,dans l' analyse du P.N.B. Pour fixer les idées,nous devons tenir compte surtout de grands services, dont l' Etat est dispensateur : défense nationale, justice, administration publique , etc. Admettons , pour l' instant, qu' il faut inclure dans le P.N.B. tous les services. Nous sommes en présence d' une économie dans laquelle s' exerce l' activité de ses habitants, les uns produisant de biens, les autres offrant des services. Pour une période très longue, l' économie évolue en équilibre et tout le monde est content et satisfait. Pour ce qui est de la répartition de la population, entre production des biens et offre des services, on constate l' analogie de 8/10 et de 2/10 . En d' autres termes, si nous prenons comme base le nombre 1.000 , les personnes qui produisent des biens sont 800 et pour l' ensemble des services 200 . Surviennent deux événements de nature à rompre l'équilibre économique. Un danger extérieur provoque une mobilisation partielle. Un mauvais gouvernement, un gouvernement à courte vue, procède à des nominations dans l' administration et dans les différents organismes, sans qu' il en soit un besoin. Il s' agit de nomination inutiles, dans l' intention de rendre service à des amis et à une clientèle éléctorale.

L' influence de ces deux événements provoque la modification suivante: Les personnes qui travaillent à la production des biens passent à 600 et les services se gonflent au double, à savoir:de 200 personnes passent aux 400 . La nouvelle répartition conduit au déséquilibre économique et oblige le gouvernement à s' engager dans la pente de l' inflation monétaire et de l' endettement, tant intérieur qu' extérieur. Dans cette économie, trop de personnes et en nombre disproportionné avec la nécessité de l' équilibre économique offrent des services. La production des biens est insuffisante pour nourrir et entretenir la population.

Tant que le pays trouve à emprunter à l' étranger et à soutenir les prix intérieurs par des importations massives, on assiste

à un véritable paradoxe. En application de la définition du P.N.B., donnée par des éminents spécialistes de l' O.C.D.E., on considère que ce pays réalise un développement très rapide, puisque l' accroissement du P.N.B. bat tous les records .

Mais sommes-nous réellement en présence d' un progrès économique, ou le pays marche -t-il vers la ruine ? Pendant combien de temps l' endettement envers l' extérieur et l' inflation monétaire peuvent -ils continuer ? Les revenus monétaires provenant des services sont-ils un actif pour le pays, dans la totalité, ou sont-ils , en grande partie, neutralisés par le passif que le pays crée envers l' étranger ?

Devant cette situation, que doit faire, un économiste de de bon sens ? Je crois, qu' il doit avertir le pays qu' il fait fausse route et qu' il marche vers la ruine. L' accroissement du P.N.B., provenant des services est , en grande partie, fictif et illusoire. Tant que le pays dépense trop d' argent, pour entretenir ses militaires et ses fonctionnaires, en surnombre, l' économie du pays s' éloigne du point d' équilibre et la stabilité économique et monétaire est en danger. Dans ce cas, il faut réviser la définition du P.N.B. et considérer comme actif, comme une acquisition réelle, la proportion des services qui sont indispensables pour le bon fonctionnement de l' économie, pour le fonctionnement en équilibre .

Il est vrai que nous aurions du mal, pour préciser avec éxactitude la proportion des services indispensables, mais sur ce point l' évolution de la conjoncture économique, l' évolution monétaire et la balance des comptes, peuvent nous servir de critères. Nous savons tous que les services sont indispensables, pour la vie des hommes en société. La tendance générale est d' ailleurs un gonflement constant du tertiaire. Le phénomène est normal pour les pays économiquement développés, mais dénote une situation pathologique pour tous les pays sous-développés.

Par conséquent, le devoir des experts de l' O.C.D.E. est de revenir sur la définition du P.N.B., en se rendant compte des conséquences absurdes, auxquelles elle doit aboutir. Il ne s' agit pas seulement de la Grèce, mais de tous les pays sous-développés. Nous avons comme exemple typique l' Argentine. Sur la base de votre définition, ce pays a réalisé pour 1965 un accroissement de son produit N.B. de 7,8 o/o, mais en même temps sa situation est désespérée et une dictature odieuse a été instaurée au pouvoir, pour faire face à la situation critique de l' économie .

Vous observerez peut être que, dans le cas de l' Argentine, de la Grèce et d' autres pays, de la même catégorie, nous assistons aussi à un accroissement de la production des biens.La production industrielle et la production agricole sont en notable accroissement. Ce phénomène s' explique. C'est la conséquence de l' accroissement continuel des revenus monétaires de la population,la conséquence de l' inflation monétaire. Puisque la demande des biens s' accroît, la production aussi augmente. Mais la totalité de la demande ne trouve pas satisfaction par l' offre des biens du pays, pour toute une série de raisons, et les importations montent en flèche, ce qui conduit l' économie à l' impasse.

Si nous croyons les services du Ministère de Coordination de mon Pays, la Grèce est à la tête du progès économique.La même conception est soutenue par vous , ainsi que par des économistes de renommée mondiale, comme le Professeur Haberler et tant d' autres. Nous lisons actuellement dans les journaux qu' une étude du Ministère du Commerce des Etats-Unis, est arrivée à la conclusion que la Grèce est à la tête du progrès économique de tous les pays de l' Europe. Le Professeur Haberler parle du MIRACLE grec et l' Organisme TWENTIETH CENTURY FUND, frappé aussi par le MIRACLE grec, a chargé l' économiste MADDISON d' établir une étude et de faire connaître au monde, par quels moyens et dans quelles conditions la Grèce est parvenue à des résultats impressionnants .

Il a donc suffi d' une définition absurde du P.N.B., pour inciter les gens superficiels à parler de progrès et de grande prospérité, pour des économies où tout menace ruine.Mais quelle est la réalité dans mon pauvre pays, la Grèce Martyre, cette orpheline sanglante de la civilisation ? Je me suis efforcé de donner un aperçu, très court ,dans ma lettre du 6 Mai dernier. De plus, vous connaissez mes deux publications en français: PLAIDOYER POUR LA GRECE MARTYRE et OBSERVATIONS SUR L' ECONOMIE HELLENIQUE. Par ailleurs mes compatriotes de l' O.C.D.E. qui lisent le grec, sont au courant de mes ouvrages en grec et de mes articles parus dans des Revues et des Journaux.

Je ne peux que tracer ici quelques lignes. La Grèce a subi des dommages énormes,pendant la guerre et la triple occupation ennemie. La vie normale du pays n' a repris qu' à partir de 1949, après la fin de ce que les uns appellent une guerre civile et les autres une attaque communiste, en régle, pour faire passer le pays au bloc oriental. L' occasion du Plan Marshal a été perdue,

car les dollars ont financé la lutte contre le communisme.

La Grèce est reconnaissante de l' aide qu' elle a reçu de ses amis et notamment de la part des Etats-Unis . Mais il faut noter que nous assistons à une évolution dans le sens suivant: Pendant que l' aide diminue, les dépenses militaires du pays s' accroissent. L' armée hellénique, incorporée dans l' alliance atlantique, garde un point névralgique , un point d' une importance capitale, pour la défense du Monde Occidental.

Comme, malgré tout, les Etats-Unis désiraient suspendre l' aide à la Grèce, le problème a été posé, en 1961, devant le conseil de l' O.T.A.N. Un comité d' experts a été nommé sous la présidence de M. Edgar FAURE, pour examiner la situation économique de la Grèce et de la Turquie. En ce qui concerne cette dernière, le rapport concluait que l' aide gratuite était nécessaire, ainsi que des prêts, par l' intermédiaire d' un Consortium. Pour la Grèce la conclusion était tout à fait différente. Les experts ont trouvé que ce pays avait réalisé des progrès économiques remarquables. Donc, la Grèce avait la possibilité de financer par ses propres ressources toutes les dépenses indispensables pour la défense du territoire, sur la base des exigences stratégiques de l' O.T.A.N., à condition que ce pays reçoive des prêts pour son Plan de développement économique, par l' intermédiaire d' un Consortium. Mais le rapport précisait aussi que la Grèce serait à même de supporter des charges supérieures, en chiffres absolus, pour la défense nationale, si son P.N.B. augmentait, de telle façon que le pourcentage par rapport au P.N.B. reste, à peu près, le même.

Comme tout accroissement des charges militaires contribue au gonflement du P.N.B . de la catégorie " services ", la Grèce serait de nouveau appelée à accroître ses dépenses, pour la défense nationale, la défense commune des pays de l' O.T.A.N. Telle est la recommandation étonnante des experts de l' O.T.A.N., par suite d' une méprise sur la signification réelle du P.N.B. ,et à cause de la définition, contre laquelle je m' insurge.

En application de la recommandation des experts, un Consortium a été créé et fonctionne dans le cadre de l' O.C.D.E., dans l' intention d ' accorder de prêts à la Grèce. Mais quelle est la nature du Plan de développement économique de la Grèce ? Sur ce point subsiste une véritable confusion. La Grèce a un budget en déficit, malgré certaines apparences. De plus, elle désire exécuter des travaux publics, dont le financement demande surtout de

la monnaie nationale. Par conséquent, notre gouvernement demande une aide gratuite et à défaut des emprunts en devises libres, pour les céder à la Banque d' Emission et obtenir des drachmes. Il est vrai qu' emprunter à l' étranger, pour créer de la monnaie nationale, est une très mauvaise opération, mais le problème économique de la Grèce est très compliqué et le dialogue dans le cadre du Consortium donne l' impression d' un dialogue de sourds.

Il m'est impossible de poursuivre cette analyse. La situation économique de la Grèce est très critique. Vous pouvez vous référer à ma lettre du 6 mai dernier. Mon pays est victime de la science économique. Les responsables sont en premier lieu les hommes politiques de la Grèce. Mais c'est une responsabilité très lourde que porte le Comité Edgar FAURE, qui n' a rien compris au fonctionnement de l' économie hellénique. Votre responsabilité aussi est écrasante, à cause de votre définition du P.N.B. Mais vous portez aussi une responsabilité supplémentaire.

Vous savez qu' un plan de cinq ans a été publié au commencement de cette année. Ce plan, élaboré par l' organisme de planification, qui se trouve entre les mains d' économistes hellènes, théoriciens de BERKELY, avec la collaboration de I7 économistes étrangers, parmi lesquels une place honorable appartient aux experts de l' O.C.D.E., recommande d' accroître encore les dépenses pour les travaux publics, les dépenses pour la défense nationale, et d' une façon générale de renforcer encore le tertiaire.

Dans un pays qui souffre d' une inflation monétaire, laquelle risque de dévenir galopante, dans un pays qui manque de produits pour l'exportation, on nous recommande d' accroître encore les revenus monétaires de la population et de renforcer le tertiaire. Nous pouvons par cette politique arriver à un accroissement du P.N.B., sur la base de votre définition, de l' ordre de 8 o/o et même de IO o/o, mais en même temps notre économie sautera en l' air. Que peut- on penser des experts de l' O.C.D.E., qui recommandent une politique économique, qui conduit à la catastrophe ? La Grèce a trop de dépenses militaires, elle a un nombre considérable de fonctionnaires, tous les organismes sont surpeuplés par de gens, en grande partie, inutiles et même nuisibles, pour le bon fonctionnement du service, en bref le tertiaire est extrêmement parasitaire.

Pour sortir de cette situation, il faut se rendre compte de la position réelle de l' économie du pays et de la signification véritable du P.N.B.

Permettez moi donc de vous prier, encore une fois, de vous libérer de votre définition du P.N.B. Puis d' établir un rapport, strictement confidentiel, sur la situation économique de la Grèce. Ce rapport peut faciliter la tâche de la Grèce auprès du Consortium et d' autres organismes, compétents pour le financement de son plan de développement économique.

La Grèce ne peut pas sortir de l' impasse actuelle, sans une aide extérieure efficace et sans l ' application d' un plan de développement économique, orienté vers les investissements productifs et immédiatement rentables . Nous avons surtout besoin de marchandises pour la consommation de la population et le renforcement des exportations. Mais pour tout ceci, le premier pas est de nous libérer de l' illusion du P.N.B. et de cesser de considérer comme actif, ce qui est un passif .

C'est une ironie amère que de soutenir que la Grèce est à la tête du progrès, au moment même où nous nous approchons de l' impasse. Votre position sur le P.N.B. est indéfendable. Je ne suis pas le seul qui proteste. Voici ce que l' on peut lire, sous la plume du Professeur A. SAUVY, dans la Revue POPULATION, de 1965, p. 472 .

" Cependant, une réserve doit être faite sur la signification même du revenu national, tel qu' il est calculé, dans les pays du Tiers Monde. Le Plan général de comptabilité nationale, déjà critiquable dans les pays évolués, l' est plus encore dans ceux où règne l' économie de subsistance. L' assimilation de tout service à une production (compté en sus de la production de richesse) est déjà contestable dans les pays dévéloppés. Dans un pays où la nourriture est encore cruellement insuffisante, cette assimilation est moins légitime encore. Une réserve doit être faite aussi pour les services privés, l' addition de 1.000 francs de coiffeur et 1.000 francs de grain n' a pas toute la légitimité qu' elle peut avoir dans un pays où régne une relative abondance ."

Jevous prie de bien vouloir me faire connaître, sans retard, si vous êtes disposés à revenir sur votre définition du P.N.B., et si vous êtes décidés à établir un rapport confidentiel, sur l' économie hellénique. Dans l' affirmative, je suis à votre disposition, pour vous aider, dans la mesure du possible .

Je m' excuse de vous écrire sur un ton irrité, mais la si-

tuation tragique de mon pays justifie cette attitude et même des protestations très violentes, contre tous ceux que je considère plus ou moins responsables de ce qui se passe en Grèce. A mon sens, les experts de l' O.C.D.E. portent une très lourde responsabilité.

Dans l' attente de vous lire, etc.

(sig) B.V. DAMALAS

A mon grand étonnement, à une analyse très complète du problème de l' estimation du revenu national, je viens de recevoir la réponse suivante :

OECD, 6th October ,I966

Dear Mr. Damalas,

Thank you for your letter and for the close attention you have given to our views. I do very much regret that we seem unable to reconcile our respective view points. Where matters are important there is room for friendly disagreement.

Yours sincerely

(sig.) J.C.R Dow
Assistant-Secretary- General

Il est évident que l' O.C.D.E. insiste pour appliquer une méthode totalement erronée, aboutissant à des résultatstrès éloignés de la réalité économique. Je me permets d' attirer l' attention des économistes sur un fait très grave, et j' espère que les spécialistes de l' estimation du revenu national voudront bien s'occuper de ce problème qui intéresse, non seulement la Grèce, mais tous les pays qui se trouvent dans la même situation.

Personnellement je me refuse à admettre que les dépenses militaires et tous les autres éléments parasitaires sont de nature à contribuer à l' accroissement du patrimoine du pays. Il me semble que nous sommes en présence d' une Thèse, si contraire à la réalité économique, qu' un cynique aurait tendance à qualifier comme UNE HISTOIRE DES FOUS .

Veuillez agréer, Monsieur le Doyen, l' assurance de ma haute considération et l' expression de mes sentiments très respectueux .

B.V. DAMALAS
Patission I7I , Athènes -823